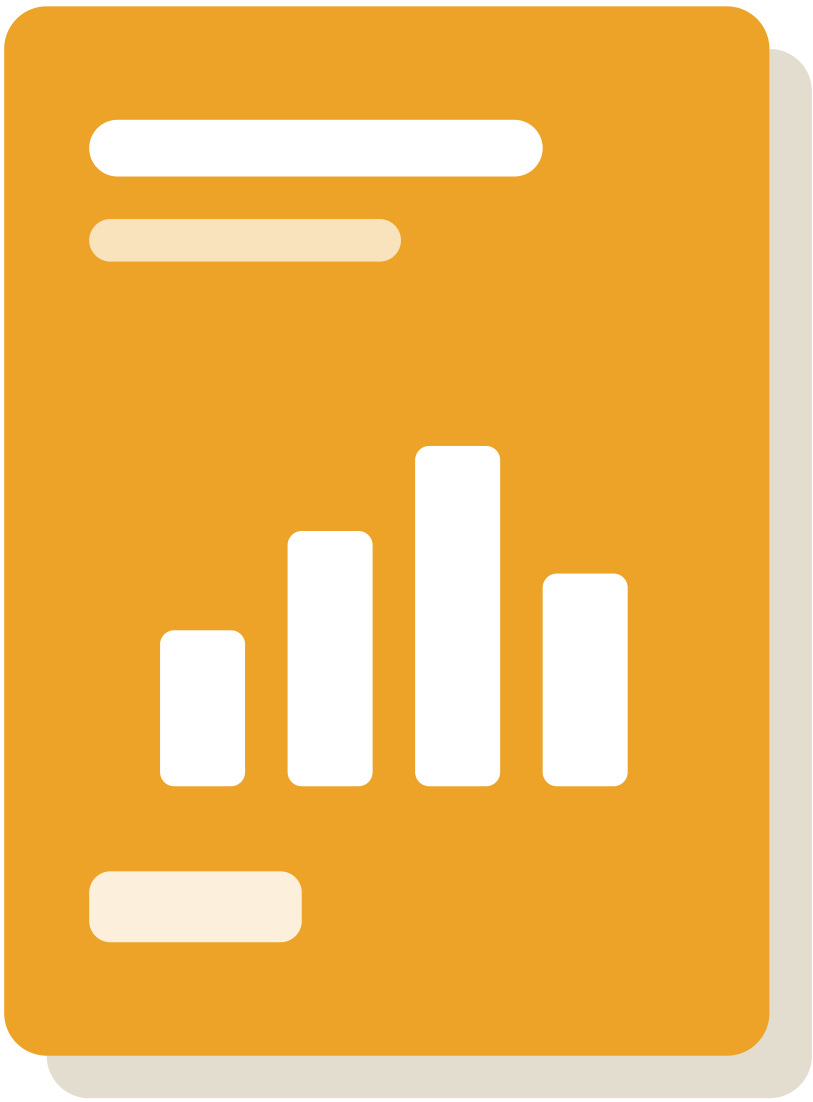
CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

Rapport annuel et états financiers

Exercice 2025



23, Avenue Lumumba, Kavimvira, Uvira, Sud-Kivu, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée, numéro d'enregistrement : 42579 (F.92), dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) depuis 2021.

Sommaire

INTRODUCTION

Ce que nous faisons 03

NOS RÉALISATIONS

Nos réalisations en 2025 03

2025 : une année difficile, un travail qui continue 03

Ce qui a changé pour CERC en 2025 04

Le suivi citoyen reste en ligne 05

CERC aux Nations Unies 06

Les forums internationaux sur l'intégrité 06

Journée internationale de lutte contre la corruption 07

Travailler en partenariat 07

Et maintenant 07

FINANCES

États financiers 08

Notes aux états financiers 09

ANNEXES

Sigles et acronymes 11

Ce que nous faisons

Le Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC) est une organisation congolaise indépendante qui promeut l'intégrité dans les écoles, les centres de santé, les services publics et les institutions de la République démocratique du Congo.

Fondé en 2017 au Sud-Kivu, CERC travaille avec les jeunes, les communautés et les décideurs pour que les services publics atteignent ceux à qui ils sont destinés. Par les Clubs d'Intégrité dans les écoles, le suivi citoyen, la recherche et le plaidoyer, il aide la population à savoir comment l'argent public est dépensé, à signaler les problèmes et à les faire résoudre.

Nos réalisations en 2025

Une année sans subvention, pendant laquelle les applications sont restées en ligne et CERC a gardé sa place dans le débat international sur l'intégrité.

4

applications de suivi citoyen gardées en ligne : EduCheck, HealthCheck, GovCheck et UNCAC Tracker

3

forums internationaux sur l'intégrité suivis en ligne : OCDE, Banque mondiale et Conférence des États parties à la CNUCC

1

débat public à la radio pour la Journée internationale de lutte contre la corruption, le 9 décembre 2025

2 000 USD

de crédits cloud pour organisations à but non lucratif accordés en nature par DigitalOcean en octobre 2025

2025 : une année difficile, un travail qui continue

En 2025, le financement attendu par CERC n'est pas venu et ses deux bureaux ont fermé. L'équipe a travaillé à distance, a gardé en ligne ses quatre applications de suivi citoyen et a continué de prendre la parole dans les forums internationaux sur l'intégrité.

2025 a été l'année la plus difficile que CERC ait connue depuis sa création en 2017. En janvier, les États-Unis ont gelé leur aide extérieure, puis l'USAID a été fermée. Avec elle a disparu le financement sur lequel CERC comptait pour 2025-2027 : l'extension des Clubs d'Intégrité et d'EduCheck aux écoles secondaires de quatre provinces.

2025 : une année difficile, un travail qui continue (suite)

En février, la ville de Bukavu a été prise pendant la guerre de l'AFC/M23 et du Rwanda, et CERC y a fermé son bureau. Faute de financement, il a ensuite fermé aussi son bureau de Kinshasa. L'équipe est passée au travail à distance.

CERC ne s'est pas arrêté. Ses quatre applications de suivi citoyen – **EduCheck**, **HealthCheck**, **GovCheck** et **UNCAC Tracker** – sont restées en ligne, grâce aux crédits cloud pour organisations à but non lucratif de DigitalOcean, et l'équipe a consacré l'année à les développer. CERC a rendu compte aux Nations Unies de quatre années de travail, a suivi en ligne les forums internationaux sur l'intégrité de l'OCDE et de la Banque mondiale ainsi que la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, et a marqué la Journée internationale de lutte contre la corruption par un débat public à la radio.

Ce rapport est plus court que ceux des années précédentes. La Partie 1 décrit ce que CERC a fait en 2025 ; la Partie 2 présente les états financiers de l'année, selon le SYCEBNL.

NOTRE MISSION

La mission de CERC est de faire progresser les connaissances sur les causes et les conséquences de la corruption et de soutenir le développement de nouvelles politiques et initiatives de lutte contre la corruption en République démocratique du Congo. CERC entend doter les jeunes des compétences et des outils nécessaires pour susciter un changement positif vers des institutions et des services publics plus redevables, ouverts et inclusifs.

NOTRE VISION

Un Congo dans lequel le gouvernement, les institutions publiques, la politique, les entreprises et la société civile sont exempts de corruption.

CONTEXTE · 2025

Ce qui a changé pour CERC en 2025

Deux événements indépendants de CERC ont marqué son année : la fin de l'aide des États-Unis et la guerre dans l'Est du pays.

JANVIER 2025

LE FINANCEMENT ATTENDU POUR 2025-2027 DISPARAÎT

En janvier 2025, le Gouvernement des États-Unis a gelé son aide extérieure ; dans les mois qui ont suivi, l'USAID a été fermée. Pour CERC, cela a mis fin au financement sur lequel il comptait pour 2025-2027 auprès de Development Innovation Ventures (DIV), le fonds d'innovation de l'USAID : le projet **Students Acting for Social Accountability (SASA)**, conçu pour porter les Clubs d'Intégrité et EduCheck dans toutes les écoles secondaires de quatre provinces, dont le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et Kinshasa.

Aucun autre bailleur n'a pris le relais pendant l'année : CERC n'a reçu aucune subvention en 2025.

Ce qui a changé pour CERC en 2025 (suite)

FÉVRIER 2025

LE BUREAU DE BUKAVU FERME

Goma a été prise en janvier 2025 et Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu, en février, pendant la guerre de l'AFC/M23 et du Rwanda. CERC a fermé son bureau de Bukavu lors de la prise de la ville. Tout l'équipement du bureau a été pillé lors de la prise de la ville par le M23. C'est au Sud-Kivu que le travail de CERC a commencé en 2017, dans les écoles d'Uvira, et que ses Clubs d'Intégrité se sont d'abord implantés.

2025

LE BUREAU DE KINSHASA FERME ; L'ÉQUIPE TRAVAILLE À DISTANCE

Faute de financement, CERC a aussi fermé son bureau de Kinshasa en 2025. L'équipe est passée au travail à distance et s'est concentrée sur ce qui pouvait se faire sans budget de projet, depuis un petit bureau à Uvira payé par les contributions de ses membres : garder les applications en ligne et les développer, nouer des partenariats avec le Gouvernement et les institutions internationales, et rechercher de nouveaux financements.

EDUCHECK, HEALTHCHECK, GOVCHECK ET UNCAC TRACKER · 2025

Le suivi citoyen reste en ligne

Là où l'équipe ne pouvait plus aller, les quatre applications de CERC ont gardé le suivi citoyen à la portée de tous.

L'approche de CERC repose sur des citoyens qui vérifient eux-mêmes les services publics et signalent ce qu'ils constatent. Quatre applications la portent :

- **EduCheck**, pour les écoles ;
- **HealthCheck**, pour les centres de santé ;
- **GovCheck**, pour les services et projets publics ;
- **UNCAC Tracker**, développée par CERC en 2025, pour les engagements de la RDC au titre de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

APPUI EN NATURE

LES CRÉDITS CLOUD DE DIGITALOCEAN

En 2025, DigitalOcean a soutenu CERC avec **des crédits cloud pour organisations à but non lucratif d'une valeur de 2 000 USD**. Ces crédits ont hébergé les quatre applications pendant l'année. Ils sont appliqués par DigitalOcean au compte cloud de CERC et ne passent pas par ses comptes bancaires ; ils figurent dans la Partie 2 comme une contribution en nature.

2025

UNE ANNÉE CONSACRÉE AUX APPLICATIONS

Sans projet à mener dans les écoles, les centres de santé ou les communes, l'équipe a consacré son temps aux applications elles-mêmes – EduCheck, GovCheck, UNCAC Tracker et HealthCheck – afin qu'elles soient prêtes lorsque le suivi citoyen pourra reprendre sur le terrain. CERC a aussi développé une nouvelle application, **UNCAC Tracker**, pour suivre la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la corruption par la RDC.

STATUT CONSULTATIF SPÉCIAL AUPRÈS DE L'ECOSOC DEPUIS 2021

CERC aux Nations Unies

20 JANVIER 2025

RAPPORT QUADRIENNAL À L'ECOSOC

Organisation dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies depuis 2021, CERC rend compte tous les quatre ans de sa contribution aux travaux des Nations Unies. Le 20 janvier 2025, il a soumis son rapport quadriennal pour 2021-2024. Ce rapport couvre le rapport de la société civile sur la Convention contre la corruption ; les Clubs d'Intégrité dans 150 écoles avec 2 250 élèves, et l'application EduCheck ; GovCheck ; le travail de CERC avec les parlementaires (APNAC RDC) et 97 décideurs ; et la formation de 63 jeunes leaders de 9 organisations dirigées par des jeunes.

15-19 DÉCEMBRE 2025

ONZIÈME CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES À LA CNUCC

Les représentants de CERC, Heri Bitamala (Directeur exécutif) et Toyi Mirefu (Chargé de programme), ont participé virtuellement à la onzième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CoSP11), tenue à Doha, au Qatar, du 15 au 19 décembre 2025.

La contribution de CERC a été une déclaration écrite sur la technologie et l'intégrité dans le secteur public. Elle a présenté les résultats d'EduCheck dans les écoles et le projet de CERC d'adapter la même approche au climat, à la santé et à la redevabilité des pouvoirs publics.

SUIVIS EN LIGNE · MARS ET AVRIL 2025

Les forums internationaux sur l'intégrité

Sans budget de voyage, CERC a suivi en ligne deux rencontres internationales sur l'intégrité et la lutte contre la corruption.

26-27 MARS 2025

FORUM MONDIAL DE L'OCDE SUR L'INTÉGRITÉ ET LA LUTTE ANTI-CORRUPTION

CERC a suivi en ligne le Forum mondial de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption 2025, tenu à Paris les 26 et 27 mars 2025 sur le thème « L'innovation au service de nouvelles avancées ». Ce thème rejoint le travail de CERC : des outils numériques qui permettent aux citoyens de voir et de signaler comment les services publics sont gérés.

8-9 AVRIL 2025

FORUM MONDIAL DE LA BANQUE MONDIALE SUR LES PARTENARIATS CONTRE LA CORRUPTION

Les 8 et 9 avril 2025, CERC a suivi en ligne le *Partnerships for Anticorruption Global Forum 2025*, organisé au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, par le programme mondial Anticorruption for Development (AC4D) et l'International Corruption Hunters Alliance (ICHA).

9 DÉCEMBRE 2025 · RADIO LE MESSAGER DU PEUPLE

Journée internationale de lutte contre la corruption

Les applications de suivi citoyen renforcent-elles la confiance entre un gouvernement et ses citoyens ? CERC a porté la question à la radio.

Le 9 décembre 2025, Journée internationale de lutte contre la corruption, CERC a tenu un débat public sur **Radio Le Messager du Peuple**. Son sujet : comment les applications de suivi citoyen renforcent la confiance entre le gouvernement et les citoyens.

Le thème de la Journée invitait à s'unir avec les jeunes contre la corruption pour façonner l'intégrité de demain. C'est l'idée des Clubs d'Intégrité de CERC : des jeunes qui apprennent à vérifier comment leur école est gérée, à signaler ce qu'ils constatent et à demander des réponses.

Travailler en partenariat

CERC remercie ceux qui l'ont accompagné en 2025 : **DigitalOcean**, dont les crédits cloud pour organisations à but non lucratif ont gardé ses quatre applications en ligne ; et **Radio Le Messager du Peuple**, qui a diffusé le débat du 9 décembre. Il remercie aussi ses membres et le particulier qui lui a fait un don en mars 2025 : ensemble, ils ont payé le bureau d'Uvira, son équipement et le développement des applications. Il remercie enfin son équipe, qui a continué de travailler pendant une année sans subvention.

APRÈS 2025

Et maintenant

CERC a terminé l'année 2025 sans subvention, mais avec ses quatre applications en ligne, son statut consultatif auprès des Nations Unies et ses partenariats avec le Gouvernement, les institutions internationales et les bailleurs.

Sa **Stratégie 2027-2030** indique la suite : des écoles et des centres de santé qui servent vraiment la population, partout où CERC travaille, et, dans l'Est qui sort de la guerre, une reconstruction intègre. Elle commencera là où le travail de CERC a commencé, à Uvira.

CERC invite les bailleurs et les partenaires qui partagent cet objectif à travailler avec lui.

États financiers

Ces états financiers couvrent l'exercice 2025, du 1er janvier au 31 décembre 2025. Ils sont établis selon le système comptable OHADA des entités à but non lucratif (**SYCEBNL**, Acte uniforme du 22 décembre 2022, en vigueur depuis le 1er janvier 2024), dans son **système minimal de trésorerie**, applicable parce que les ressources de CERC sont inférieures aux seuils fixés par l'Acte uniforme. Ils comprennent le bilan, le compte de résultat et les notes annexes. Tous les montants sont en francs congolais (CDF) : la comptabilité est tenue en dollars américains et convertie au taux moyen de la Banque centrale du Congo de chaque exercice (2024 : 2 793,6 CDF pour 1 USD ; 2025 : 2 692,7726 CDF pour 1 USD). **Un audit des comptes 2025 n'est pas requis : les ressources de CERC étaient inférieures à son seuil d'audit de 20 000 USD.**

ÉTAT 1

BILAN – SYSTÈME MINIMAL DE TRÉSORERIE

Réf.	Actif	Note	2025 CDF	2024 CDF
GA	Immobilisations	1	10 180 188	18 344 202
GB	Stocks	2	–	–
GC	Adhérents, clients-usagers et autres débiteurs	3	–	–
GD	Caisse	4	–	–
GE	Banque	4	6 796 558	–
GZ	**Total actif**		**16 976 746**	**18 344 202**

Réf.	Passif	Note	2025 CDF	2024 CDF
HA	Dotations	5	–	–
HB	Résultat net de l'exercice (en + ou en –)		16 345 237	–2 620 620
HC	Autres fonds propres	1	631 509	20 964 823
HD	Fournisseurs et autres créditeurs	3	–	–
HZ	**Total passif**		**16 976 746**	**18 344 202**

ÉTAT 2

COMPTE DE RÉSULTAT – SYSTÈME MINIMAL DE TRÉSORERIE

Réf.	Libellés	Note	2025 CDF	2024 CDF
KA	Revenus encaissés	4	30 460 644	53 902 512
KB	Autres recettes sur activités	4	–	–
KX	**TOTAL DES REVENUS ENCAISSÉS (A)**		**30 460 644**	**53 902 512**
JA	Dépenses sur achats	4	977 476	47 826 432
JB	Dépenses sur loyers	4	3 231 327	–
JC	Dépenses sur salaires	4	–	5 587 200
JD	Dépenses sur impôts et taxes	4	–	–
JE	Charges d'intérêts	4	–	–
JF	Autres dépenses sur activités	4	6 664 612	488 880
JX	**TOTAL DES DÉPENSES SUR CHARGES (B)**		**10 873 416**	**53 902 512**
KZ	**SOLDE : excédent (+) ou insuffisance (–) de recettes (C = A – B)**		**19 587 228**	**–**

États financiers (suite)

Réf.	Libellés	Note	2025 CDF	2024 CDF
VA	+ Variation des stocks		–	–
VB	+ Variation des créances		–	–
VC	– Variation des dettes d'exploitation		–	–
JG	– Dotations aux amortissements	1	3 241 990	2 620 620
KZC	**RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE**		**16 345 237**	**–2 620 620**

Notes aux états financiers

Note 1 – Immobilisations

Rubrique	2025 CDF
Valeur brute au 1er janvier	25 260 227
Acquisitions de l'exercice	12 790 670
Sorties et mises au rebut	–25 260 227
Valeur brute au 31 décembre	**12 790 670**
Amortissements au 1er janvier	7 578 108
Dotation de l'exercice	3 241 990
Amortissements des biens sortis	–8 209 617
Amortissements au 31 décembre	**2 610 481**
Valeur nette au 31 décembre	**10 180 188**

En mars 2025, CERC a acheté le mobilier et le matériel informatique du bureau d'Uvira avec les contributions de ses membres et un don : 6 tables de bureau, 6 fauteuils, 3 imprimantes, 4 ordinateurs et un kit Starlink, soit **12 790 670 CDF**. Ces biens sont inscrits en immobilisations et amortis de façon linéaire : le mobilier sur 10 ans, le matériel informatique sur 3 ans. Un kit Starlink (1 884 941 CDF), acheté le 5 mars 2025, y est inscrit lui aussi.

CERC ne détient plus l'équipement de ses deux bureaux fermés en 2025. Tout l'équipement du bureau de Bukavu (104 lignes d'inventaire, coût 29 770 486 CDF), acheté en 2022 sur la subvention Education Out Loud, a été pillé lors de la prise de la ville par le M23, en février 2025 ; l'équipement de Kinshasa (98 lignes, coût 33 099 911 CDF) a été transféré à Makoki International Hub en mars 2025. L'équipement acheté en 2021 (25 260 227 CDF), qui en faisait partie, est sorti des immobilisations à cette date à sa valeur nette comptable de 17 050 609 CDF (coût diminué des amortissements de 2022 à mars 2025), imputée sur les autres fonds propres.

Inventaire de l'équipement

Bureau et biens	Lignes d'inventaire	Coût CDF	Situation en novembre 2025
Uvira : 6 tables de bureau et 6 fauteuils	12	4 846 991	En service, bon état
Uvira : 3 imprimantes et 4 ordinateurs	7	6 058 738	En service, bon état
Uvira : kit Starlink	1	1 884 941	En service, bon état
Détenu par CERC	**20**	**12 790 670**	

Notes aux états financiers (suite)

Bureau et biens	Lignes d'inventaire	Coût CDF	Situation en novembre 2025
Bukavu (inventaire de juin 2023)	104	29 770 486	Pillé lors de la prise de Bukavu par le M23, en février 2025
Kinshasa (inventaire de juin 2023)	98	33 099 911	Transféré à Makoki International Hub en mars 2025

Immobilisations inscrites dans les comptes au 31 décembre 2025

Immobilisation	Coût CDF	Amortissement 2025 CDF	Amortissements cumulés CDF	Valeur nette CDF
Uvira : 6 tables de bureau et 6 fauteuils, mars 2025	4 846 991	403 916	403 916	4 443 075
Uvira : 3 imprimantes et 4 ordinateurs, mars 2025	6 058 738	1 682 983	1 682 983	4 375 755
Uvira : kit Starlink, 5 mars 2025	1 884 941	523 583	523 583	1 361 358
Total	**12 790 670**	**2 610 481**	**2 610 481**	**10 180 188**

L'amortissement est linéaire (dix ans pour le mobilier et l'équipement de bureau, trois ans pour le matériel informatique) ; l'équipement acheté en 2021 a été amorti sur dix ans à compter du 1er janvier 2022, jusqu'à sa sortie des immobilisations. Un amortissement n'est pas une sortie d'argent : il ne figure pas dans le journal de trésorerie (note 4), mais réduit le résultat net du compte de résultat (ligne JG). Audit non requis pour 2025. Rubrique ajoutée en novembre 2026.

Note 2 – Stocks

CERC ne détient aucun stock.

Note 3 – Débiteurs et créditeurs

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, aucune somme n'était due à CERC ni par CERC.

Note 4 – Trésorerie – journal unique de trésorerie

Rubrique	2025 CDF
Solde au 1er janvier	**–**
Recettes	**30 460 644**
Cotisations des membres	23 728 712
Dons	6 731 932
Dépenses	**23 664 086**
Mobilier et matériel (immobilisations)	12 790 670
Fournitures de bureau	977 476
Loyer	3 231 327
Internet	1 925 332
Autres prestataires de services	4 739 280
Solde au 31 décembre	**6 796 558**

Le journal unique de trésorerie, écriture par écriture, est tenu dans le logiciel comptable de CERC.

Note 5 – Dotations

CERC n'a pas de dotation.

Notes aux états financiers (suite)

Note 6 – Contributions en nature

En 2025, CERC a été financé par ses membres, par le don d'un particulier et par une contribution en nature affectée à l'hébergement de ses applications.

Projet	Bailleur	Reçu en	Contribution reçue CDF
Fonctionnement, équipement de bureau et applications	Membres de CERC (contributions)	2025	23 728 712
Fonctionnement, équipement de bureau et applications	Un particulier (don)	2025	6 731 931
Hébergement des applications de CERC	DigitalOcean (en nature)	2025	5 385 545

Dans les comptes, les crédits sont inscrits hors bilan (classe 9) à leur valeur de **5 385 545 CDF** : **1 136 135 CDF** utilisés en 2025, pour les 77 jours du 16 octobre au 31 décembre, et **4 249 411 CDF** reportés en 2026. Ils n'apparaissent pas dans les états de trésorerie ci-dessus.

Note 7 – Suivi des fonds affectés

Pour chaque ressource : le solde reporté, les fonds reçus, les fonds dépensés, les fonds restitués ou transférés, et le solde à reporter.

Subvention et bailleur	Solde reporté CDF	Reçu CDF	Dépensé CDF	Restitué, transferts CDF	Solde à reporter CDF
2025					
Fonctionnement, équipement de bureau et applications Membres de CERC (contributions) et un particulier (don) · Audit non requis	–	30 460 644	23 664 086	–	6 796 558
Hébergement des applications de CERC DigitalOcean (en nature) · Audit non requis	–	5 385 545	1 136 135	–	4 249 411
Total 2025	**–**	**35 846 189**	**24 800 220**	**–**	**11 045 969**

Note 8 – Audit

Un audit des comptes 2025 n'est pas requis : les ressources de CERC en 2025 étaient inférieures à son seuil d'audit de 20 000 USD. La contribution en nature de DigitalOcean ne requiert pas d'audit.

Sigles et acronymes

Sigle	Signification
AC4D	Anticorruption for Development Global Program, programme mondial de la Banque mondiale contre la corruption
APNAC	Réseau des parlementaires africains contre la corruption
CERC	Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption
CNUCC	Convention des Nations Unies contre la corruption
CoSP	Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption
DIV	Development Innovation Ventures (USAID)
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ICHA	International Corruption Hunters Alliance

Sigles et acronymes (suite)

Sigle	Signification
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
RDC	République démocratique du Congo
SASA	Students Acting for Social Accountability
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development)
USD	Dollar des États-Unis



cerccongo
cerccongo
cercongo
cerccongo

www.cerc.cd

23, Avenue Lumumba, Kavimvira, Uvira, Sud-Kivu, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée, numéro d'enregistrement : 42579 (F.92), dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) depuis 2021.